

l'ampleur de l'opération, le prix des 20 litres d'ordinaire a bondi de 85 % par rapport à son niveau le 8 septembre (126 400 livres) et de 828 % en un an (25 200 livres).

Il y a un mois, le mécanisme de subventions de la Banque du Liban (BDL) permettait aux importateurs d'échanger leurs livres pour obtenir de la BDL 100 % des dollars demandés par leurs fournisseurs à 8 000 livres pour un dollar, contre 18 500 livres pour un dollar environ sur le marché parallèle au même moment. Il y a un an, le même mécanisme leur ouvrait la possibilité d'échanger leurs livres pour obtenir 90 % des dollars demandés que la BDL décaissait au taux de 1 507,5 livres, à charge pour eux de fournir les 10 % de dollars restants. Le taux du marché parallèle était alors de 8 000 livres pour un dollar.

Les autres carburants ont suivi des courbes similaires, à quelques différences

Si le ministre a tenté dès son retour de contraindre les stations-service à rouvrir en appelant le ministère de l'Économie et du Commerce ainsi que les forces de sécurité à sévir, la majorité des stations sont restées fermées jusqu'à jeudi, tandis que des files de camions-citernes étaient agglutinées près des dépôts de certaines sociétés d'importation.

Pour les deux distributeurs contactés, la nouvelle hausse ne résout rien, dans la mesure où aucun acteur de la filière ne souhaite assumer la différence entre le taux pris en compte pour calculer le prix des carburants et celui sur le marché parallèle. Ils évoquent en outre un deuxième problème lié aux délais de traitement de la BDL, «qui obligent les importateurs à stationner leurs navires pendant plusieurs jours», ce qui engendre des coûts supplémentaires – l'un deux évoque une facture de 20 000 dollars par jour. Enfin, le problème central reste lié à la crise de liquidités en

Problème du taux

Pour en revenir à l'essence, la publication de la nouvelle grille tarifaire a

une réunion avec le président Michel Aoun à Baabda centrée sur un débrief du dossier de l'électricité, soulignant qu'au cours de ses déplacements, un « responsable de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient » lui a fait part de sa « détermination » à fournir « toutes les facilités » nécessaires au Liban. Répondant aux questions des journalistes, il a indiqué que le ministère travaillait sur un mécanisme de fixation de plafonds des prix du carburant qui tienne compte du taux de la livre sur le marché parallèle ainsi que des cours mondiaux.

Il a également répondu aux critiques des propriétaires de générateurs qui se sentent lésés par le prix au kilowattheure fixé par le ministère pour les factures de septembre en assurant que ce tarif avait été fixé en tenant compte du fait qu'une partie du mazout qui leur avait été vendu au cours de ce même mois était subventionnée, accusant les réfractaires de vouloir doper leurs bénéfices.

RESTAURANT

Arcenciel ouvre une boutique-restaurant à Dbayé

Nagi MORKOS

L'association libanaise Arcenciel a ouvert une nouvelle enseigne, Beit el-Mouzareh, au sein du centre commercial Le Mall, à Dbayé. Beit el-Mouzareh est, à l'origine, un marché de produits issus des producteurs partenaires d'Arcenciel qui se tient les week-ends à Taanayel, dans la Békaa.

L'opportunité de se décliner en boutique-restaurant, pour la première fois, a été possible grâce au centre commercial Le Mall, qui permet à l'association d'occuper un espace vacant de 90 m2 gratuitement, pour une durée de trois ans renouvelables. Environ 60 000 dollars ont été investis dans cette enseigne, majoritairement dans des travaux de réaménagement.

« Nous restons fidèles aux valeurs d'Arcenciel. Le but n'est pas de venir concurrencer les restaurants du secteur, mais de proposer des choses simples comme des sandwiches et des produits provenant de chez nos producteurs, à des tarifs abordables pour chacun », explique Nehmat Richa, en charge de Beit el-Mouzareh à Dbayé. L'association souhaite définir un tarif stable, qui ne soit pas susceptible de changer à la moindre variation du taux de change : il faudra compter entre 15 000 et 20 000 livres pour un snack.

Créée en 1985, en pleine guerre, Arcenciel travaille sur les questions environnementales, de soutien social et d'autonomisation des personnes en difficulté, avec un budget annuel de 8 millions de dollars, financé majoritairement par des agences des Na-



Beit el-Mouzareh, Dbayé, propose des sandwiches et des produits provenant de chez des producteurs d'Arcenciel, à des tarifs abordables pour chacun. Photo DR

tions unies, l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD). Elle vient aussi en aide aux agriculteurs indépendants et fait la promotion d'une agriculture durable à travers sa ferme et sa laiterie situées à Taanayel, dont les produits sont vendus à Dbayé.

Les fonds apportés par l'AFD permettent à Arcenciel d'acheter des stocks de fruits et légumes à 250 ou 300 agriculteurs dans la Békaa. L'association assure ensuite un suivi de la production, une transformation des produits dans certains cas, ainsi que des tests de qualité microbiologique pour ses producteurs partenaires. Cette année, un million de dollars ont été dépensés par l'association pour financer les projets agricoles, essentiellement sous forme de formations et d'aides directes aux agriculteurs.

« Ils font face à une augmentation des coûts depuis le début de la crise. Ils doivent payer en dollars ou au taux du marché noir pour se procurer les semences, les fertilisants, les intrants ou même les emballages en verre », explique Rana Abdo, responsable du programme agriculture à Arcenciel. « Il faut noter qu'il y a une grosse demande des Libanais pour les produits locaux et la mouné depuis que la situation économique se détériore. Les gens veulent encourager le marché local et n'ont plus les moyens d'acheter des produits importés », ajoute-t-elle.

Un projet pilote

Ouverte depuis deux semaines, l'enseigne de Dbayé, qui peut accueillir une vingtaine de personnes, affiche des résultats encourageants. Elle peut compter sur un réseau de

clients fidèles qui suivent l'association depuis plusieurs décennies. « On a la chance d'avoir des clients qui nous suivent dans chacun de nos projets et qui achètent nos produits pour nous aider. Ça va des jeunes scouts à des couples fraîchement mariés, jusqu'à des retraités ainsi que des proches d'anciens bénéficiaires de l'association », se réjouit Nehmat Richa. D'ici au mois de novembre, Beit el-Mouzareh devrait aussi fournir un service de livraison à domicile.

Arcenciel réfléchit actuellement à d'autres ouvertures au Liban. « L'enseigne à Dbayé est un projet pilote. On attend d'avoir les retours de nos clients pour prendre des décisions », explique Rana Abdo.

D'ici à deux ans, certains des 50 produits affichés dans le catalogue de Beit el-Mouzareh pourraient être disponibles à l'export dans les pays du Golfe et en Europe. L'association travaille actuellement à la mise en conformité sanitaire, pour s'adapter aux standards de ces différentes destinations.

hodema
consulting services

Cet article réalisé dans le cadre d'un partenariat avec Hodema Consulting Services n'a aucune vocation promotionnelle. Ce rendez-vous hebdomadaire sera consacré au secteur de la restauration et de l'hôtellerie qui continue, malgré tout, de se battre.

précise le communiqué. Suite à cela, ce rapport est discuté et approuvé au conseil d'administration du FMI.

Détenteurs des CDS

« Ce n'est pas la première fois que

Brève Liban

CRISE

Le diplomate français Pierre Duquesne a clôturé sa visite au Liban

Arrivé lundi à Beyrouth, l'ambassadeur français chargé de la coordination du soutien international au Liban, Pierre Duquesne, a clôturé hier sa visite au Liban. Cinq jours consacrés à une série d'entretiens avec des dirigeants libanais pour faire le point sur la crise socioéconomique dont souffre le pays depuis deux ans.

Pierre Duquesne a d'abord rencontré le ministre des Travaux publics et des Transports, Ali Hamiyé, qui avait au préalable plaidé pour un don de bus de la part de pays amis, notamment la France. Le diplomate s'est également entretenu avec le ministre des Finances, Youssef Khalil, à propos des réformes prévues dans le cadre de futures négociations avec le Fonds monétaire international (FMI). S'en est suivie une réunion avec le ministre des Affaires sociales, Hector Hajjar, notamment au sujet de l'élaboration d'un programme d'aide aux familles les plus pauvres. Jeudi, Pierre Duquesne s'est réuni avec le Premier ministre Nagib Mikati et l'ambassadrice de France au Liban, Anne Grillo, et a insisté sur l'importance de trouver un accord avec le FMI « d'ici à la fin de l'année », précisant que « la France pourrait organiser une conférence internationale d'aide » en conséquence. Le diplomate s'est entretenu aussi avec le ministre de l'Énergie, Walid Fayad. Vendredi, il a

Le gouverneur de la BDL est, lui, ciblé depuis plusieurs mois par des enquêtes financières lancées en Suisse, en France et au Royaume-Uni.

F.G.

rencontré les syndicats des médecins et des ingénieurs qui lui ont fait part de la situation catastrophique de leurs secteurs respectifs. À cette occasion, le diplomate a réitéré les propos martelés par la communauté internationale depuis le début de la crise : pas d'aide internationale sans implémentation des réformes. Le diplomate s'est également entretenu hier avec le ministre de l'Économie et du Commerce, Amine Salam, qui a émis l'idée d'activer le fonds CEDRE, gelé depuis 2018 par la France dans l'attente de réformes du côté libanais, parallèlement aux prochaines négociations avec le FMI, selon l'Agence nationale d'information (ANI, officielle). La situation du port de Beyrouth, fortement endommagé par l'explosion en son sein le 4 août 2020, a également été évoquée. Enfin, il a conclu son séjour en rencontrant la ministre d'État pour le Développement administratif, Najla Riachi, devant qui il a souligné « l'importance de la gouvernance de l'administration publique et son rôle central dans la mise en œuvre des réformes structurelles ». Ce n'est pas la première fois que le responsable français se rend au Liban. En juillet dernier, il avait effectué une visite afin de faire le suivi de l'aide française, de continuer à mobiliser les partenaires internationaux et de recenser les besoins en amont de la conférence de soutien au peuple libanais qui avait été organisée le 4 août dernier, un an après la tragédie.

Brève monde

DETTE

Le Sénat écarte, temporairement, la menace d'un défaut de paiement des États-Unis

Le Sénat américain a éloigné jeudi la menace d'un défaut de paiement catastrophique des États-Unis. Les sénateurs démocrates, et seulement eux, ont ainsi approuvé ce projet, qui relèverait la limite d'endettement du pays de 480 milliards de dollars et lui permettrait d'honorer ses paiements jusqu'à début décembre. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, doit désormais lui donner son feu vert. Le vote aura lieu mardi et le texte sera transmis dans la foulée au président Biden, a indiqué le chef des démocrates à la Chambre, Steny Hoyer.

Si l'accord temporaire a rassuré Wall Street, qui a terminé en hausse, il n'a pas apaisé le climat avec les républicains, qui refusent d'approuver toute mesure à long terme pour relever le plafond de la dette car ils affirment que cela reviendrait à donner un chèque en blanc à Joe Biden pour financer ses vastes plans d'investissement. L'accord noué jeudi ne fait donc que repousser jusqu'à fin novembre une bataille parlementaire qui s'annonce épique sur les finances des États-Unis. Car, en parallèle de la limite d'endettement, le Congrès devra aussi s'entendre d'ici à début décembre sur un nouveau budget s'il veut éviter la paralysie des services fédéraux, surnommée « shutdown ».